

A propos du « grand débat sur l'identité nationale »

TRIBUNE

Paris, le 10 novembre 2009

Débattre de l'identité nationale ?

Laurent Joffrin a raison. Débattre de ce que signifie être français n'a rien de scandaleux. Mais débattre de « l'identité nationale » à l'initiative du gouvernement, est-ce la même chose ?

Le dictionnaire nous dit que le mot identité se définit par « *ce qui fait la particularité... d'un groupe* ». Synonyme : semblable. Antonyme : altérité. Réfléchir à ce qui fait que quelques dizaines de millions de personnes adhèrent, au-delà d'une simple définition géographique, à une communauté est d'une autre nature que de définir ce qui serait les traits d'une « identité nationale ». La première approche fait place à la singularité de chacun, aux histoires et aux appartenances multiples, individuelles et collectives. En deux mots, au changement et à la liberté. La seconde approche, c'est déjà imposer la solution : une définition à laquelle chacun doit se plier. Et il n'est pas neutre que ce soit un gouvernement et spécifiquement celui-ci qui lance, de cette manière, la controverse.

Lorsqu'un pouvoir, quelle que soit sa couleur, se mêle de vouloir définir l'âme d'une société, la méfiance doit être la règle. Si l'instance politique n'est pas étrangère, par principe, à ces débats, puisqu'elle porte une vision de la société, elle ne bénéficie d'aucune préséance et encore moins du pouvoir d'en tirer les conclusions. Tout au contraire, parce que ce qui nourrit ce débat relève de sphère multiples qui recouvrent tous les savoirs et toutes les strates sociales, parce qu'il n'est nul besoin qu'il s'en dégage une conclusion, parce que toutes les positions, même minoritaires,

ont leur place, le gouvernement, d'où qu'il vienne, est l'instance la moins légitime pour mener ce débat et, encore plus, pour le conclure. Et peu importe qu'il s'en dégage une (des) majorité(s) et une (des) minorité(s). Un tel examen ne saurait servir à dégager une doxa. A cela s'ajoute que venant de ce gouvernement, tout est à craindre.

On ne s'attardera pas sur la proximité des élections régionales ou sur les aboiements d'un Front national qui se définit de plus en plus comme le concurrent idéologique du président de la République, ce qui en dit long sur le déport de ce dernier. Jeux politiques détestables mais devenus récurrents. On peut, en revanche, s'attarder sur les fondements idéologiques d'une politique, dénuée d'éthique, qui va de la xénophobie d'Etat à l'injustice sociale, qui inscrit l'homme africain hors de l'histoire, ou qui fait de chaque fait divers le prétexte d'un peu plus de police et d'un peu moins de justice.

Sauf à se contenter du plus petit dénominateur commun que constituent la forme républicaine des institutions et le suffrage universel, fondement de la démocratie, les valeurs portées par ce gouvernement ne sont pas les miennes : bien plus qu'un débat faussé sur « l'identité nationale », nous avons besoin de mener la confrontation entre des valeurs qui ont, depuis presque toujours, partagé notre pays. A défaut, nous laisserions croire que tout se vaut.

Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH

APPEL

La LDH est signataire de l'appel lancé par Mediapart : « Nous ne débattons pas »

Par principe, nous sommes favorables au débat. A sa liberté, à sa pluralité, à son utilité. C'est pourquoi nous refusons le « grand débat sur l'identité nationale » organisé par le pouvoir : parce qu'il n'est ni libre, ni pluraliste, ni utile.

Il n'est pas libre car c'est le gouvernement qui le met en scène, qui pose les questions et qui contrôle les réponses. Il n'est pas pluraliste car sa formulation réduit d'emblée notre diversité nationale à une identité unique. Il n'est pas utile car cette manœuvre de diversion est une machine de division entre les Français, et de stigmatisation envers les étrangers.

Affaire publique, la nation ne relève pas de l'identité, affaire privée. Accepter que l'Etat entende définir à notre place ce qui nous appartient, dans la variété de nos itinéraires, de nos expériences et de nos appartenances, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire, à l'autoritarisme et à la soumission.

La République n'a pas d'identité assignée, figée et fermée, mais des principes politiques, vivants et ouverts. C'est parce que nous entendons les défendre que nous refusons un débat qui les discrédite. Nous ne tomberons pas dans ce piège tant nous avons mieux à faire : promouvoir une France de la liberté des opinions, de l'égalité des droits et de la fraternité des peuples.

Pour signer l'appel :
<http://www.mediapart.fr/journal/france/021209/lappel-de-mediapart-nous-ne-debattons-pas>